

Brochure n° 3159

Convention collective nationale

IDCC : 2493. – **COIFFURE
ET PROFESSIONS CONNEXES**
(20^e édition. – Décembre 2005)

ACCORD DU 16 JUIN 2005

RELATIF À LA MISE EN PLACE DES CHÈQUES-VACANCES DANS LES
ENTREPRISES DE COIFFURE DU RHÔNE EMPLOYANT MOINS DE
50 SALARIÉS

NOR : ASET0650313M

Entre :

L'union départementale des entreprises de coiffure du Rhône (UDEC 69),

D'une part, et

L'union départementale CGT du Rhône ;

L'union départementale CGT-FO du Rhône,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Prenant acte des dispositions du code du tourisme relatives aux chèques-vacances, les partenaires sociaux de la branche des entreprises de coiffure souhaitent poursuivre leur démarche visant à garantir aux salariés employés dans les PME du département du Rhône des avancées sociales identiques à celles susceptibles d'être proposées dans les entreprises de taille plus importante.

Dans cet esprit, les signataires du présent accord décident de faciliter l'accès aux chèques-vacances des entreprises et des salariés concernés par la loi du 12 juillet 1999, transposée dans le code du tourisme.

Le mécanisme défini par les partenaires sociaux de la branche de la coiffure est de caractère optionnel, reposant sur l'adhésion volontaire des employeurs au dispositif et sur le choix des salariés d'effectuer des versements.

Il sera loisible par chaque entreprise de compléter le présent accord par des dispositions plus favorables en organisant des négociations collectives.

L'acceptation du présent accord au sein de l'entreprise se fera selon les dispositions du code du tourisme.

La signature d'un accord national dans la profession, concernant la mise en place des chèques-vacances devra s'appliquer s'il est plus favorable.

Article 1^{er}

Entreprises et salariés concernés

Sont comprises dans le champ d'application du présent accord les entreprises de la coiffure du département du Rhône qui emploient moins de 50 salariés et qui sont dépourvues de comité d'entreprise.

L'accès aux chèques-vacances est ouvert à l'ensemble des salariés des entreprises susmentionnées qui auront choisi d'entrer dans le dispositif proposé. L'entreprise peut y adhérer à tout moment.

Le présent accord peut, dans les mêmes conditions, s'appliquer aux salariés des organismes signataires.

Article 2

Salariés bénéficiaires

Pour pouvoir bénéficier des chèques-vacances, les salariés doivent justifier que leur revenu n'excède pas les plafonds tels que définis par l'article 2 de la loi du 12 juillet 1999 et l'article 1 417 du code général des impôts revalorisés chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu.

Article 2.1

Formalités

Chaque salarié entrant dans le dispositif devra remettre à l'employeur une copie de son avis d'imposition ou une attestation certifiée conforme du centre des impôts dont il dépend.

L'employeur s'engage à respecter la confidentialité des documents détenus et à n'en divulguer aucune information à toute personne privée ou morale.

Article 2.2

Ancienneté

Les salariés bénéficiant d'un contrat à durée déterminée, d'un contrat de travail à temps partiel ou de toute autre forme contractuelle, auront accès aux chèques-vacances dès lors que leur contrat est conclu pour une durée minimale de 4 mois, non compris le renouvellement.

Article 3

Modalité de financement du chèque-vacances

L'accès au bénéfice des chèques-vacances dans les entreprises qui ont adhéré au dispositif s'effectue dans le respect de la loi et des règles suivantes.

Article 3.1

Durée du versement

Tout salarié qui souhaite acquérir des chèques-vacances procède à des versements mensuels pendant une durée comprise entre 4 et 12 mois (annexe I à l'accord). L'entreprise adhérente au dispositif peut choisir une durée uniforme pour tous ses salariés.

Article 3.2

Montant des versements des salariés

L'annexe I confirme que chaque versement mensuel des salariés est compris entre 2 % et 20 % du SMIC mensuel.

Article 3.3

Contribution de l'employeur

A chaque versement effectué par le salarié, l'employeur apporte un abondement sous forme d'une contribution mensuelle comprise dans les grilles en annexe I. Chaque année, l'employeur fixe le niveau de son abondement et en informe l'ensemble de son personnel.

Article 4

Exonération des charges sociales

En application de l'article L. 411-13 du code du tourisme, la contribution de l'employeur à l'acquisition des chèques-vacances par les salariés est exonérée des cotisations et contributions prévues par la législation du travail et de la sécurité sociale, à l'exception de la CSG et de la RDS, dans les conditions suivantes :

- le montant de la participation de l'employeur n'excède pas 30 % du SMIC par salarié et par an ;
- le montant de la participation de l'employeur aux chèques-vacances est plus élevé pour les salariés dont les rémunérations sont les plus faibles ;
- la contribution de l'employeur ne se substitue à aucun élément faisant partie de la rémunération versée dans l'entreprise, au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale ou prévu pour l'avenir des stipulations contractuelles individuelles ou collectives.

Article 5

Formalité de dépôt des plans

Les plans d'épargne des salariés seront déposés à l'employeur à une date fixée en fonction du début de l'épargne.

Les salariés indiqueront :

- a) le montant mensuel ;
- b) la durée de l'épargne ;
- c) les dates auxquelles ils souhaitent recevoir les chèques-vacances ;
- d) la répartition entre les chèques de 10 et de 20 €.

Article 6

Le prélèvement volontaire

Les salariés volontaires autorisent l'employeur à prélever chaque mois le montant de l'épargne directement sur le salaire qui sera reversé mensuellement avec l'abondement de l'employeur à l'ANCV.

Pour ce faire, les salariés devront remplir l'autorisation de prélèvement (modèle joint en annexe II) et la remettre à l'employeur.

L'épargne effectuée par le salarié et l'abondement du chef d'entreprise à l'ANCV figureront mensuellement sur la fiche de paie sans que l'abondement ne revête, sous quelque forme qu'il soit, le caractère de salaire.

Article 7

Information des employeurs et des salariés

Pour faciliter l'information des employeurs et des salariés sur cet accord, il est joint en annexe la liste des coordonnées des organisations signataires (patronales et salariales) ainsi que celles de l'ANCV (annexe III).

Article 8

Commission paritaire interprofessionnelle

Une commission paritaire interprofessionnelle sera mise en place selon les dispositions de l'article L. 132-30 du code du travail.

Cette commission aura pour objet le suivi de l'application du présent accord à partir des résultats observés par l'ANCV.

Elle sera composée des organisations signataires et se réunira un semestre après la date d'application de la convention.

Par la suite, elle se réunira au moins une fois par an à l'initiative de l'organisme le plus diligent par lettre avec avis de réception, 15 jours avant la réunion et indiquant la date, l'heure et le lieu.

Article 9

Entrée en vigueur

Le présent accord sera déposé au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes et à la direction départementale du travail et de l'emploi du lieu de conclusion par le signataire le plus diligent.

Il entrera en vigueur le lendemain du dépôt à la direction départementale du travail et de l'emploi.

Article 10

Dénonciation et révision de l'accord

Chaque partie signataire peut demander la révision de cet accord conformément aux dispositions de l'article L. 132-7 du code du travail.

La dénonciation devra se faire selon les conditions et dans les délais prévus par l'article L. 132-8 du code du travail.

Fait à Lyon, le 16 juin 2005.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Modalités de versement

Durée : 4 mois

L'abondement de l'employeur est de 27,7 % de l'épargne du salarié au niveau C

SMIC au 1^{er} juillet 2004 : 1 299,28 €.

(En euros.)

CRITÈRE SMIC MENSUEL	ÉPARGNE MENSUELLE du salarié	ÉPARGNE DU SALARIÉ sur 4 mois	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur sur 4 mois	MONTANT des chèques-vacances disponibles
A < 1,5 SMIC	35	140	22,50	90	230
B 1,5 à 2 SMIC	40	160	17,50	70	230
C > 2 SMIC	45	180	12,50	50	230

Durée : 4 mois

L'abondement de l'employeur est de 50 % de l'épargne du salarié au niveau C
SMIC au 1^{er} juillet 2004 : 1 299,28 €.

(En euros.)

CRITÈRE SMIC MENSUEL	ÉPARGNE MENSUELLE du salarié	ÉPARGNE DU SALARIÉ sur 4 mois	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur sur 4 mois	MONTANT des chèques-vacances disponibles
A < 1,5 SMIC	35	140	32,50	130	270
B 1,5 à 2 SMIC	40	160	27,50	110	270
C > 2 SMIC	45	180	25	90	270

Durée : 4 mois

L'abondement de l'employeur est égal à l'épargne du salarié au niveau C
SMIC au 1^{er} juillet 2004 : 1 299,28 €.

(En euros.)

CRITÈRE SMIC MENSUEL	ÉPARGNE MENSUELLE du salarié	ÉPARGNE DU SALARIÉ sur 4 mois	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur sur 4 mois	MONTANT des chèques-vacances disponibles
A < 1,5 SMIC	35	140	55	220	360
B 1,5 à 2 SMIC	40	160	50	200	360
C > 2 SMIC	45	180	45	180	360

Durée : 6 mois

L'abondement de l'employeur est de 25,5 % de l'épargne du salarié au niveau C

SMIC au 1^{er} juillet 2004 : 1 299,28 €.

(En euros.)

CRITÈRE SMIC MENSUEL	ÉPARGNE MENSUELLE du salarié	ÉPARGNE DU SALARIÉ sur 6 mois	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur sur 6 mois	MONTANT des chèques-vacances disponibles
A < 1,5 SMIC	32,50	195	20,83	125	320
B 1,5 à 2 SMIC	37,50	225	15,83	95	320
C > 2 SMIC	42,50	255	10,83	65	320

Durée : 6 mois

L'abondement de l'employeur est de 52,9 % de l'épargne du salarié au niveau C

SMIC au 1^{er} juillet 2004 : 1 299,28 €.

(En euros.)

CRITÈRE SMIC MENSUEL	ÉPARGNE MENSUELLE du salarié	ÉPARGNE DU SALARIÉ sur 6 mois	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur sur 6 mois	MONTANT des chèques-vacances disponibles
A < 1,5 SMIC	32,50	195	32,50	195	390
B 1,5 à 2 SMIC	37,50	225	27,50	165	390
C > 2 SMIC	42,50	255	22,50	135	390

Durée : 6 mois

L'abondement de l'employeur est égal à l'épargne du salarié au niveau C
SMIC au 1^{er} juillet 2004 : 1 299,28 €.

(En euros.)

CRITÈRE SMIC MENSUEL	ÉPARGNE MENSUELLE du salarié	ÉPARGNE DU SALARIÉ sur 6 mois	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur sur 6 mois	MONTANT des chèques-vacances disponibles
A < 1,5 SMIC	32,50	195	32,50	315	510
B 1,5 à 2 SMIC	37,50	225	27,50	285	510
C > 2 SMIC	42,50	255	25	255	510

Durée : 8 mois

L'abondement de l'employeur est de 25 % de l'épargne du salarié au niveau C
SMIC au 1^{er} juillet 2004 : 1 299,28 €.

(En euros.)

CRITÈRE SMIC MENSUEL	ÉPARGNE MENSUELLE du salarié	ÉPARGNE DU SALARIÉ sur 8 mois	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur sur 8 mois	MONTANT des chèques-vacances disponibles
A < 1,5 SMIC	30	240	20	160	400
B 1,5 à 2 SMIC	35	280	15	120	400
C > 2 SMIC	40	320	10	80	400

Durée : 8 mois

L'abondement de l'employeur est de 50 % de l'épargne du salarié au niveau C

SMIC au 1^{er} juillet 2004 : 1 299,28 €.

(En euros.)

CRITÈRE SMIC MENSUEL	ÉPARGNE MENSUELLE du salarié	ÉPARGNE DU SALARIÉ sur 8 mois	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur sur 8 mois	MONTANT des chèques-vacances disponibles
A < 1,5 SMIC	30	240	32,50	240	480
B 1,5 à 2 SMIC	35	280	27,50	200	480
C > 2 SMIC	40	320	25	160	480

Durée : 8 mois

L'abondement de l'employeur est égal à l'épargne du salarié au niveau C

SMIC au 1^{er} juillet 2004 : 1 299,28 €.

(En euros.)

CRITÈRE SMIC MENSUEL	ÉPARGNE MENSUELLE du salarié	ÉPARGNE DU SALARIÉ sur 8 mois	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur sur 8 mois	MONTANT des chèques-vacances disponibles
A < 1,5 SMIC	30	260	42,50	340	600
B 1,5 à 2 SMIC	35	280	40	320	600
C > 2 SMIC	37,50	300	37,50	300	600

Durée : 12 mois

L'abondement de l'employeur est de 25 % de l'épargne du salarié au niveau C
SMIC au 1^{er} juillet 2004 : 1 299,28 €.

(En euros.)

CRITÈRE SMIC MENSUEL	ÉPARGNE MENSUELLE du salarié	ÉPARGNE DU SALARIÉ sur 12 mois	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur sur 12 mois	MONTANT des chèques-vacances disponibles
A < 1,5 SMIC	27,50	330	20	240	570
B 1,5 à 2 SMIC	32,50	390	15	180	570
C > 2 SMIC	37,50	450	10	120	570

Durée : 12 mois

L'abondement de l'employeur est de 50 % de l'épargne du salarié au niveau C
SMIC au 1^{er} juillet 2004 : 1 299,28 €.

(En euros.)

CRITÈRE SMIC MENSUEL	ÉPARGNE MENSUELLE du salarié	ÉPARGNE DU SALARIÉ sur 12 mois	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur sur 12 mois	MONTANT des chèques-vacances disponibles
A < 1,5 SMIC	27,50	330	29,17	350	680
B 1,5 à 2 SMIC	32,50	390	24,17	290	680
C > 2 SMIC	37,50	450	18,17	230	680

Durée : 12 mois

L'abondement de l'employeur est égal à l'épargne du salarié au niveau C

SMIC au 1^{er} juillet 2004 : 1 299,28 euros.

(En euros.)

CRITÈRE SMIC MENSUEL	ÉPARGNE MENSUELLE du salarié	ÉPARGNE DU SALARIÉ sur 12 mois	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur	BONIFICATION MENSUELLE de l'employeur sur 12 mois	MONTANT des chèques-vacances disponibles
A < 1,5 SMIC	28	336	32	384	720
B 1,5 à 2 SMIC	30	360	30	360	720
C > 2 SMIC	32,50	390	27,50	330	720

ANNEXE II

Projet

Autorisation de prélèvement sur le salaire

Nom :

Prénom :

Adresse :

Pour faciliter la gestion de mon chèque-épargne, j'autorise mon employeur :

Monsieur :

En qualité de :

A prélever mensuellement, pour une durée de...mois, à compter du.../.../..., la somme de :

.....(en chiffres).....(en lettres)

Fait à :

Le

Signature du salarié :